

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 09/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIERES MBTP**

200, Z.I. Le Jasmin  
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20220511-RAP-InspCarrieresMBTP\_LaBalme-Georisques  
Code AIOT : 0006101508

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 11/05/2022, dans l'établissement CARRIERES MBTP implanté au lieu-dit "Létrechaud" sur la commune de LA BALME (73170). L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit "Létrechaud" 73170 LA BALME
- Code AIOT : 0006101508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral du 22/10/2018, la société SAS "MBTP-BOSVET" a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert, hors d'eau, d'éboulis calcaires dite "carrière de La Balme" pour une durée de 15 ans (remise en état finale comprise) avec une production annuelle maximale de 30 000 tonnes (production annuelle moyenne de 25 000 tonnes). Un arrêté préfectoral portant modification des conditions d'exploitation a par ailleurs été délivré à la société SAS "Carrières MBTP" le 30/06/2020 (modification de la géométrie des merlons de protection bordant le site le long de la voie routière).

L'exploitation du gisement est réalisée par campagnes, en fonction de la demande. Les matériaux sont uniquement extraits au moyen d'une pelle mécanique depuis le haut de l'éboulis avant d'être

jettés en contrebas puis repris en pied d'éboulis. Une installation de traitement de matériaux mobile est également mise en oeuvre sur site en tant que de besoin, également par campagnes. Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions préliminaires (bornage) ;
- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation/extraction) ;
- Phasage / Plan d'exploitation
- Contrôle des niveaux acoustiques
- Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille (surveillance des instabilités et

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 1.8.2	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.1.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3	/	Sans objet
4	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.2	/	Sans objet
5	Mesures de sécurité et de suivi des instabilités	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)	/	Sans objet
6	Mesures de sécurité et de suivi des instabilités	Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.3.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection conduite n'a pas montré de problèmes particuliers concernant l'exploitation du site dont l'activité reste à ce jour réduite. Compte tenu des instabilités présentes en surplomb mais également au sein de l'éboulis, l'exploitant doit poursuivre le suivi qu'il a engagé depuis 2019, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ;</li><li>- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li><li>- les dates des levés topographiques ;</li><li>- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li><li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li><li>- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>- l'emplacement exact du bornage ;</li><li>- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;</li><li>- les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;</li><li>- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li></ul> <p>Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</p> <p>Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).</p> <p>Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a remis en séance copie d'un plan d'exploitation (échelle 1/500) à jour du 20/07/2021.</p> <p>Ce plan formalise la bande des 50 mètres, la limite du périmètre autorisée ainsi que la limite de la zone d'exploitation (périmètre d'extraction résultant de l'application de la distance de recul réglementaire de 10 mètres).</p> <p>Sur ce plan figure également deux repères de nivellement (fond de fouille) ainsi que l'emplacement des dispositifs techniques (piquets, bornes) formalisant les limites d'extraction et de propriété.</p> <p>Cependant, aucun plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation n'a été communiqué en séance.</p>

<b>Observations :</b> - Transmettre , <b>sous un délai de 15 jours</b> , un plan d'exploitation à jour de 2022 complété par un plan des coupes permettant de visualiser et de comparer les profils existants aux profils théoriques présentés en annexes II et IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/10/2018. - Compléter les plans par l'implantation d'une rose des vents.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la remise en exploitation de la carrière, l'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1.2.2 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer ledit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Ces bornes facilement visibles et accessibles doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.  À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien présenté un plan d'exploitation formalisant l'implantation de bornes et piquets visant à matérialiser les limites d'exploitation et de propriété.  Cependant, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'implantation effective, sur le terrain, des dispositifs précités. Excepté sur le secteur Nord de la carrière, la présence de bornes et piquets n'a pas été relevée lors des constats visuels de terrain.
<b>Observations :</b> - Justifier, <b>sous un délai de 30 jours</b> , de l'implantation effective sur l'emprise de la carrière des piquets et bornes matérialisant les limites d'exploitation et de propriété (reportage photographique, coordonnées...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.2.1 - Généralités : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.  Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel précité. Ces mesures

sont effectuées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une campagne de mesure de bruit est réalisée après la mise en service complète des installations puis tous les 2 ans conformément à la réglementation en vigueur.

Le plan de localisation des points de mesure figure en annexe V du présent arrêté. Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

#### 5.2.2 - Valeurs Limites d'émergence :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) : Supérieur à 45 dB(A)

Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A)

#### 5.2.3 - Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) : Niveau de bruit limite admissible : 70 dB(A)

#### **Constats :**

L'activité du site ayant été très réduite en 2020, l'exploitant a fait procéder à une mesure initiale des niveaux de bruit le 01/07/2021.

L'examen du rapport émis par le bureau Antéagroup en date du 19/07/2021 montre que les mesures ont été réalisées à l'occasion d'une campagne d'extraction de matériaux (pelle mécanique en action sur le carreau sommital de la carrière).

Les mesures ont porté sur 3 points :

- 1 point en limite de propriété (LP1) implanté à l'entrée du site ;
- 1 premier point en Zone à émergence réglementée (ZER A) au hameau des Ecoffiés (500 m à l'Ouest du site) ;
- 1 second point en Zone à émergence réglementée (ZER B) dans le quartier du Cadet (590 m au Nord du site) ;

Le rapport conclut au respect des valeurs limites fixées par la réglementation.

A noter toutefois que la valeur d'émergence mesurée sur le point ZER A est de 4,5 dB(A) pour un seuil fixé à 5 dB(A). Il est précisé dans le rapport que la falaise joue ici le rôle d'un écran réfléchissant qui est pénalisant dans le cadre des mesures.

#### **Observations :**

- L'exploitant devra procéder à un contrôle des niveaux acoustiques de ses activités d'ici à juillet 2023, conformément à l'article 5.2.1 susvisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande d'autorisation. L'extraction de matériaux est réalisée hors d'eau, à ciel ouvert et par tranches horizontales descendantes à l'aide d'une pelle mécanique.  L'usage des explosifs est interdit sur le site.  Le chantier d'extraction se découpe en deux zones : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une plateforme supérieure où sont repris les matériaux à flanc de paroi (qui s'étend globalement entre 302 m NGF et 305 m NGF au jour de la délivrance du présent arrêté préfectoral) ;</li><li>- Une plateforme inférieure, qui s'étend globalement entre 222 m NGF et 223 m NGF, où sont entreposés les matériaux extraits.</li></ul> L'extraction reprendra tout d'abord en partie Sud et ce jusqu'à abaissement du carreau supérieur au niveau du carreau intermédiaire du secteur Nord (à terme la pente du versant sera légèrement abaissée, et le carreau Sud élargi).[...]
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, aucune opération d'extraction n'avait cours (extraction du gisement à la pelle mécanique par campagnes en fonction de la demande).  Pour autant, les constats opérés sur site montrent que l'exploitation du gisement a bien repris au droit du carreau sommital de la carrière localisé sur le secteur Sud en vue d'abaisser ce dernier jusqu'à la plateforme intermédiaire présente sur le secteur Nord, conformément à la phase n° 1 du plan de phasage (qui comprend 3 phases quinquennales).  Par ailleurs, le jour de la visite, aucun stock de matériaux n'entravait le carreau inférieur de la carrière ni le pied d'éboulis (qui jouent un rôle de piège à cailloux en cas de chute de blocs en plus des merlons implantés en bordure Ouest du site le long de la route départementale.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Mesures de sécurité et de suivi des instabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3 (modification article 7.2.3.2 AP 10/2018)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales de prévention et de protection contre le risque de chute
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le cadre du suivi de la stabilité de la carrière, l'exploitant met en place les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une station météorologique (pluviomètre...) dédiée au site ;</li><li>- Une procédure de débrayage de l'exploitation (de 24 à 48 h) en cas d'atteinte d'un seuil météorologique d'alerte fixé à &gt; 25 mm/j (pluviométrie journalière à j-1). Cette procédure fera l'objet d'une validation (notamment le temps d'arrêt de l'activité avant reprise) par le bureau d'étude géotechnique chargé du suivi du site ;</li><li>- Un contrôle visuel des talus amont dès que la pluie journalière dépassera 25 mm ;</li></ul>

- Un suivi topographique des « cibles à visée théodolite » de manière à vérifier l'absence d'évolution des zones surveillées. La position de ces cibles sera relevée chaque année avant la remise en exploitation de la carrière de manière à contrôler l'évolution de masses surveillées. En cas de déplacement jugé important (mouvements > 2 cm sur les cibles situées dans les éboulis et > 0,5 cm sur les cibles de surplomb i18a et i18b), une visite d'inspection systématique par un géotechnicien permettra de définir un programme d'interventions sous la responsabilité de l'exploitant.

Toute chute de blocs de volume significatif (volume supérieur à 0,1 m<sup>3</sup>) pendant ou hors de la période d'exploitation sera systématiquement signalée au directeur d'exploitation. Ce dernier procédera alors à un examen visuel de la zone de départ et jugera de la nécessité de faire appel à un expert géotechnicien.

Les opérations de purges manuelles devront être répétées plusieurs fois au cours de l'exploitation de la carrière (à minima 1 fois/5 ans) ; cette périodicité pourra être abaissée en fonction des événements pouvant se produire sur le versant.

#### **Constats :**

La présence d'un pluviomètre a bien été relevée à l'entrée du site.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté en séance les éléments justificatifs relatifs à :

- la mise en place d'une procédure de débrayage (réf. MO.12 du 26/07/2020 A) visée par la société Alpine de géotechnique (basée à Gières) ;

- la formalisation d'un registre de surveillance "Fronts de taille & talus de verse".

Postérieurement à la précédente visite d'inspection du site (le 28/04/2021), l'exploitant a adressé au service d'inspection un plan (plan d'auscultation daté du 30/04/2021) précisant l'implantation des dispositifs de suivi (10 « cibles à visée théodolite » C.1 à C.10 et un point de base S.1).

Le suivi des instabilités, tel que prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, est réalisé depuis mai 2019 par la société SAGE Ingénierie en collaboration avec un géomètre. Ce dernier procède au relevé des dispositifs implantés sur le site. La société SAGE procède par la suite à une analyse des relevés transmis et rédige une note technique à destination de l'exploitant.

En avril 2022, l'exploitant a formalisé puis transmis, à la demande du service d'inspection ICPE, deux notes de synthèse (rédigées par l'exploitant MBTP, datées respectivement du 01/04/2022 et du 06/04/2022) relatives au suivi des cibles topométriques réalisé sur le site de La Balme. Cette seconde note reprend les conclusions d'une note technique SAGE du 05/04/2022 concernant l'évolution des cibles entre avril 2019 et avril 2021. Il en ressort que :

"Le suivi des cibles ne montre pas d'évolution significative de la zone en surplomb ou de la zone d'éboulis qui dominant la carrière. L'activité de la carrière peut se dérouler normalement."

En séance, l'exploitant a présenté une note technique SAGE du 14/04/2022 relative au suivi 2022 des cibles du site de La Balme qui précède l'ouverture du site.

L'examen de ce dernier document montre que:

- 4 campagnes de mesures ont été réalisées depuis la mise en place du dispositif (28/05/2021, 12/12/2019, 30/04/2021 et 12/04/2022) ;

- "L'analyse des cibles topographiques entre avril 2021 et avril 2022 et entre mai 2019 et avril 2022 ne montre pas d'évolution significative de la zone en surplombs ou de la zone d'éboulis qui dominant la carrière. Dans l'attente de la prochaine mesure du printemps 2023, l'activité de la carrière peut se dérouler normalement."

L'exploitant s'est par ailleurs engagé à transmettre, de manière systématique, au service



d'inspection ICPE, une note de synthèse MBTP après réception de la note technique annuelle rédigée par le bureau d'étude SAGE.
<b>Observations :</b> - Transmettre la note de synthèse MBTP relative au suivi des cibles topométriques portant sur l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Mesures de sécurité et de suivi des instabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2018, article 7.2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalité de suivi des mesures de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le responsable d'exploitation consigne dans un registre chronologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la chronique relative à la position des cibles ;</li> <li>- le détail et la localisation des travaux curatifs ;</li> <li>- la chronique des événements du versant et des aléas climatiques (pluviométrie &gt; 25 mm).</li> </ul> <p>Ce registre est tenu, pendant toute la durée de l'autorisation d'exploiter, à la disposition du service d'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tel qu'abordé dans le point de contrôle ci-avant, l'exploitant a justifié de la formalisation d'un registre de surveillance "Fronts de taille &amp; talus de verse".</p> <p>Ce document a été ouvert en 2021. Il est renseigné par le chef d'exploitation des sites MBTP de La Balme et Champagneux.</p> <p>L'examen du document témoigne d'un suivi de la zone d'éboulis et du système de drainage des merlons et formalise l'intervention du géomètre pour le relevé des cibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet